



**PRÉFET  
DU BAS-RHIN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement  
Grand Est**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL du**

**03 FEV. 2025**

**mettant en demeure l'entreprise SOPREMA de respecter  
des prescriptions relatives à l'aménagement et à l'exploitation de ses installations  
situées 14 rue de Saint-Nazaire à Strasbourg (67000)**

**LE PRÉFET DE LA RÉGION GRAND EST  
PRÉFET DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST  
PRÉFET DU BAS-RHIN**

- VU le code de l'environnement, notamment son article L. 171-8 I ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13/03/2023, mettant en demeure la société SOPREMA de respecter des prescriptions d'exploitation de son usine au 14 rue de Saint-Nazaire à Strasbourg ;
- VU le rapport de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) Grand Est, chargée de l'inspection des installations classées, faisant suite à sa visite d'inspection du 03 décembre 2024 des installations de l'entreprise SOPREMA, situées 14 rue de Saint-Nazaire à Strasbourg (67000) ;
- VU les observations formulées par l'exploitant et transmises, par courriels, le 24/12/2024 et le 27/01/2025 ;

CONSIDÉRANT que, lors de la visite du 03/12/2024, l'exploitant a présenté à l'inspection le plan d'action visant le retour à la conformité suite à la mise en demeure du 13/03/2023 susvisée ;

CONSIDÉRANT que plusieurs systèmes de traitement ont été étudiés et que l'exploitant a justifié de son choix de mettre en place un dispositif de pré-traitement par voie humide, suivi d'un système de traitement par oxydation ;

CONSIDÉRANT que le plan d'action établi par l'exploitant présente une mise en service planifiée au mois de décembre 2025, les dernières opérations nécessaires à l'installation ne pouvant être effectuées qu'en période d'arrêt de production ;

CONSIDÉRANT que les éléments apportés par l'exploitant justifient la proposition de l'inspection de prolonger le délai de la mise en demeure du 13/03/2023 ;

CONSIDÉRANT les dispositions de l'article L 171-8 du code de l'environnement : « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine.* » ;

APRÈS échange contradictoire avec l'exploitant sur le rapport des services de l'inspection des installations classées ;

SUR proposition du directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement Grand Est,

## **ARRÊTE**

### **Article 1<sup>er</sup> : mise en demeure du 13 mars 2023**

Le délai fixé par l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté préfectoral du 13 mars 2023 est prolongé jusqu'au 31 décembre 2025.

### **Article 2 : mesures de publicité**

En application des dispositions de l'article R. 171-1 du code de l'environnement et en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Bas-Rhin, pendant une durée minimale de deux mois.

### **Article 3 : sanctions administratives**

Faute pour l'exploitant de se conformer aux prescriptions de la présente mise en demeure, il peut être fait, indépendamment des sanctions pénales encourues, application des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

### **Article 4 : voies et délais de recours**

La présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Strasbourg (31 avenue de la Paix - BP 51038 - 67070 Strasbourg cedex), ou sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification.

### **Article 5 : exécution**

- le secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin ;
- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'entreprise SOPREMA, par lettre recommandée avec avis de réception.

Une copie du présent arrêté est adressée au maire de Strasbourg.

Le préfet,

Pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général,

  
Mathieu DUHAMEL